

**RAPPORT 2018 SUR L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE  
DANS LES OPCVM FRANCAIS**



Conformément aux dispositions de l'article 314-101 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, Generali Investments Partners S.p.A. société de gestion d'actifs rend compte, dans le présent rapport, des conditions dans lesquelles elle a exercé les droits de vote en 2018 au titre des instruments financiers détenus par les OPCVM français dont elle assure la gestion.

## I - Rappel du périmètre de vote

Dans le cadre de sa politique de vote, Generali Investments Partners S.p.A. société de gestion d'actifs s'est engagé à voter, autant que faire se peut, aux Assemblées Générales des sociétés pour l'ensemble des actions appartenant à OPCVM français en 2018.

## II - Analyse

### ■ Assemblées Générales votées

Generali Investments Partners S.p.A. société de gestion d'actifs a exercé ses droits de vote aux 131 Assemblées Générales pour 123 sociétés en 2018, donc 92% du nombre total d'entreprises du périmètre à 31.12.2018.

### ■ Répartition géographique des assemblées générales votées

	EMEA	France
Assemblées Générales votées	100%	64,1%

### Top 10 most voted countries

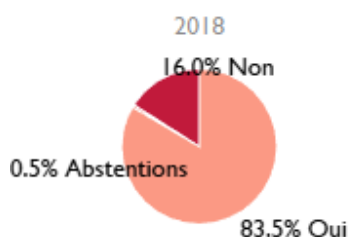
		2018
EMEA	France	64.1%
	Germany	14.5%
	Netherlands	9.9%
	Spain	3.8%
	United Kingdom	3.1%
	Italy	1.5%
	Luxembourg	1.5%
	Guernsey	0.8%
	Ireland	0.8%

### ■ Répartition des votes

Sur les 131 assemblées générales, nous avons exercé un droit de vote pour un total de 2279 résolutions.

Nous avons voté « non » dans 16% des votes.

	Votes "Oui"	Votes "Non"	"Abstentions"	Total
<b>Nombre de résolutions votées</b>	83,5%	16%	0,5%	100%

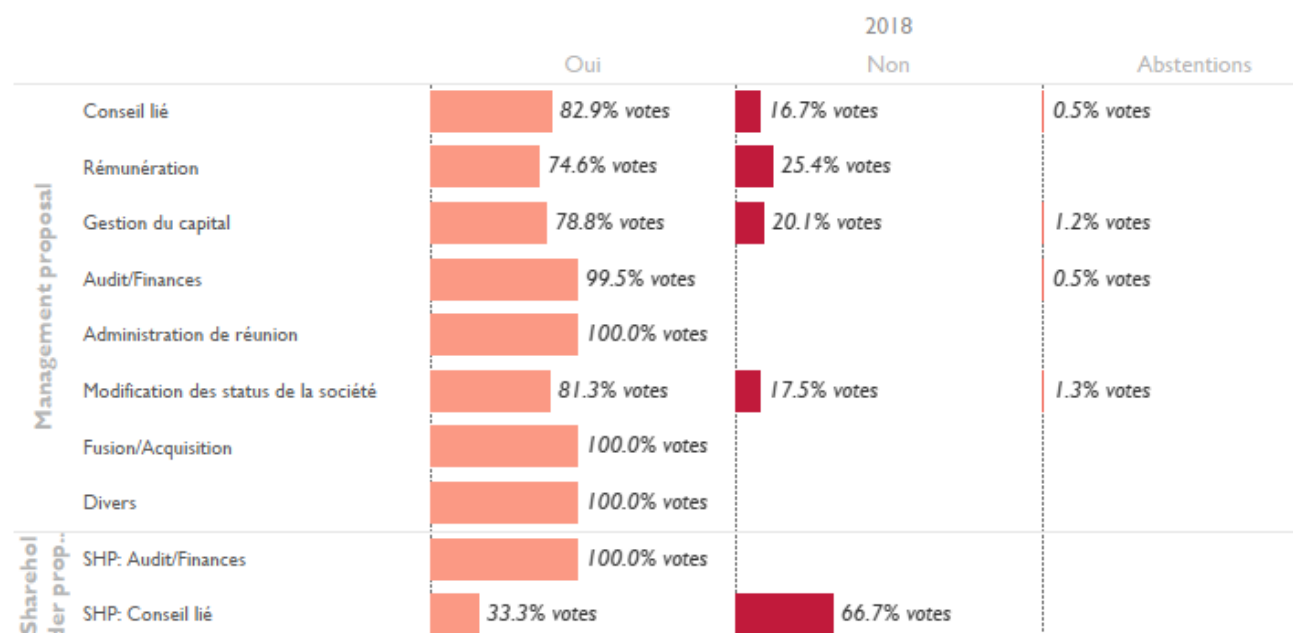


### Type de proposition:

Conseil lié	27,64%
Rémunération	24,00%
Gestion du capital	22,73%
Audit/Finances	16,81%

Administration de réunion	3,99%
Modification des status de la société	3,51%
Fusion/Acquisition	0,88%
Diverse	0,13%
SHP: Audit/Finances	0,18%
SHP: Conseil lié	0,13%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

Aucun des votes exprimés n'ont divergé de notre politique de vote sur les 2279 résolutions émises.



Pour l'année 2018, aucune situation de conflits d'intérêts avérés n'a été identifiée pour l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPCVM.

Conformément aux dispositions de l'article 314-101 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, Generali Insurance Asset Management S.p.A.. société de gestion d'actifs rend compte, dans le présent rapport, des conditions dans lesquelles elle a exercé les droits de vote en 2018 au titre des instruments financiers détenus par les OPCVM français dont elle assure la gestion.

## I - Rappel du périmètre de vote

Dans le cadre de sa politique de vote, Generali Insurance Asset Management S.p.A.. société de gestion d'actifs s'est engagé à voter, autant que faire se peut, aux Assemblées Générales des sociétés pour l'ensemble des actions appartenant à OPCVM français en 2018.

## II - Analyse

### ■ Assemblées Générales votées

Generali Insurance Asset Management S.p.A. société de gestion d'actifs a exercé ses droits de vote aux 17 Assemblées Générales pour 16 sociétés en 2018, donc 100% du nombre total d'entreprises du périmètre à 31.12.2018.

### ■ Répartition géographique des assemblées générales votées

	EMEA	France
<b>Assemblées Générales votées</b>	100%	29,4%

#### Top 10 most voted countries

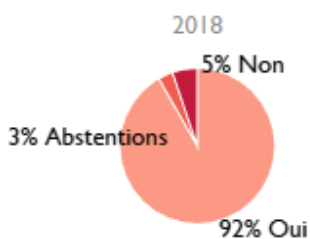
		2018
EMEA	France	29.4%
	Germany	29.4%
	Italy	23.5%
	Spain	11.8%
	Netherlands	5.9%

## ■ Répartition des votes

Sur les 17 assemblées générales, nous avons exercé un droit de vote pour un total de 229 résolutions.

Nous avons voté « non » dans 5% des votes.

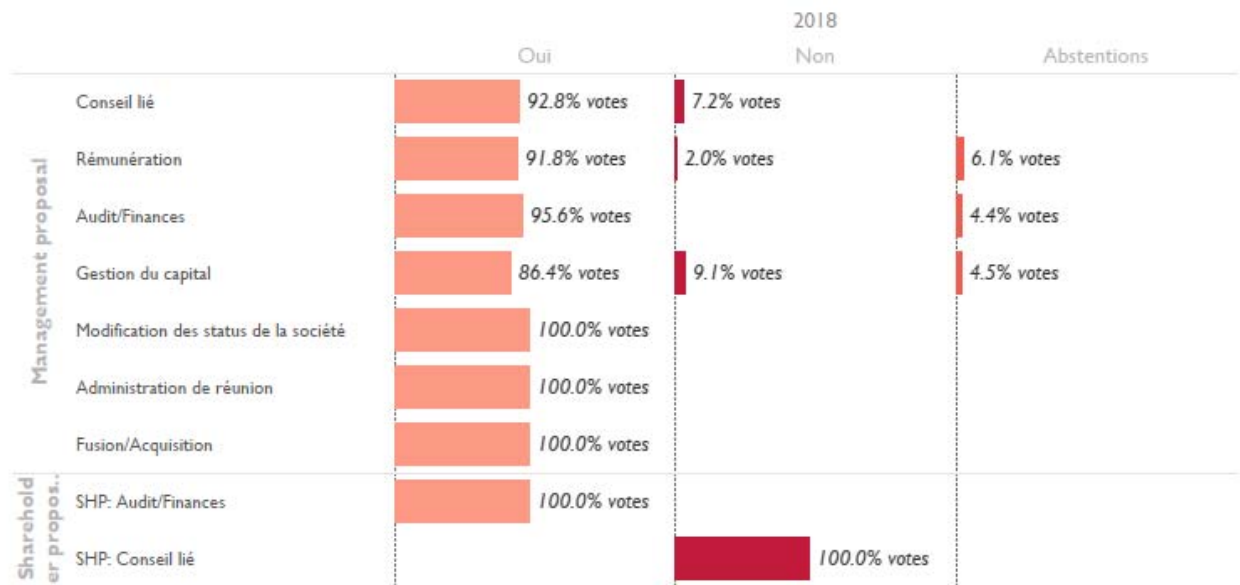
	Votes "Oui"	Votes "Non"	"Abstentions"	Total
<b>Nombre de résolutions votées</b>	92%	5%	3%	100%



## Type de proposition:

Conseil lié	30,13%
Rémunération	21,40%
Audit/Finances	19,65%
Gestion du capital	19,21%
Modification des status de la société	2,62%
Administration de réunion	2,62%
Fusion/Acquisition	1,75%
SHP: Audit/Finances	1,75%
SHP: Conseil lié	0,87%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

Aucun des votes exprimés n'ont divergé de notre politique de vote sur les 229 résolutions émises.



Pour l'année 2018, aucune situation de conflits d'intérêts avérés n'a été identifiée pour l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPCVM.